



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 4 - jeudi 30 avril 2009

Dans ce numéro :

- Inscrire le 1er mai dans la préparation d'un affrontement avec le pouvoir
- Elections européennes : des candidatures pour construire l'unité autour d'un programme d'urgence
- Sommet des Amériques : Obama et les « *Veines ouvertes de l'Amérique latine* »
- 150^{ième} anniversaire de « *L'origine des espèces* », Darwin, Marx, concordance des temps et... philosophique

Inscrire le 1^{er} mai dans la préparation d'un affrontement avec le pouvoir

« *Le premier mai sera revendicatif et pas seulement protocolaire* » a promis Bernard Thibault en invitant les militants à « *acheter des baskets neuves* » si d'aventure le 1^{er} mai rassemblait autant sinon davantage que les manifestations du 29 janvier ou du 19 mars.

Au moment où la colère sociale fait la une des journaux télévisés, que les grèves, les séquestrations se multiplient dans les entreprises, jamais la politique des directions syndicales n'aura semblé aussi insipide, aussi éloignée de l'urgence sociale ressentie par des millions de travailleurs, aussi impuissante face au cataclysme social en cours, à l'explosion du chômage, à la dégradation des conditions d'existence des classes populaires provoqués par un système en faillite.

Bernard Thibault avait bien promis après la journée du 19 mars qui avait rassemblé plus de trois millions de manifestants de faire du mois d'avril « *un feu roulant d'initiatives diverses* » sans attendre le premier mai, force est de constater que ce sont bien les salariés directement, à la base, qui ont pris les choses en main. Quitte à sortir des cadres institutionnels et des modes d'actions convenus, là en séquestrant des dirigeants d'entreprise, ici en bloquant l'usine, là en privant d'électricité la chambre patronale de la ville tout en basculant les usagers sur le tarif des heures creuses.

Les annonces de licenciements, de fermetures de sites et de sacrifices supplémentaires, paraissent chaque jour plus insupportables, et d'autant plus injustes et révoltants que les salariés savent qu'ils seront les seuls et uniques perdants de la crise au moment où les entreprises du CAC 40 s'apprêtent à verser 35,5 milliards d'euros à leurs actionnaires, un pourcentage de dividendes de 60 %, un record depuis 1987.

Les gesticulations du pouvoir, sa tentative de remettre le thème de l'insécurité au centre du débat, sont impuissantes à détourner l'opinion publique de l'urgence sociale et à masquer la réalité d'une politique toute acquise à la défense des intérêts de la bourgeoisie.

C'est cette prise de conscience qui explique l'immense soutien populaire aux salariés qui séquestrent leur direction, une sympathie populaire qui oblige même un Fillon à dénoncer « *les cas choquants de certains patrons [qui] attisent la violence* ». A tel point aussi que Parisot, la patronne des patronnes, ne plaide que pour des poursuites « *au cas par cas* ». Les journalistes du *Figaro* peuvent ne voir dans la radicalisation des conflits que la main de l'extrême-gauche, les représentants de la bourgeoisie savent bien que l'opinion publique a basculé en faveur des sacrifiés de la crise. De quoi les contraindre à une certaine prudence.

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

C'est aussi cette prise de conscience qui a permis le succès des 29 janvier et 19 mars, un succès à mettre à l'actif des classes populaires et des travailleurs eux-mêmes qui ont donné à ces journées leur propre contenu politique et leurs propres revendications et certes pas à l'actif des dirigeants syndicaux qui ne proposent au mieux et comme seule perspective qu'une nouvelle journée de 24 heures dans un futur indéterminé. Car « *si on se projette, sur l'après 1^{er} mai, et, en tenant compte des mobilisations européennes, des ponts de l'ascension et de Pentecôte et des élections européennes du 7 juin, il n'y a pas beaucoup de week-ends disponibles* » avertit par avance Maryse Dumas.

Pas question de changer de cap donc ou de prendre exemple sur la Guadeloupe puisque d'après Bernard Thibault « *le rapport de forces, c'est le nombre (...) pour atteindre un mouvement aussi fort en métropole, il faudrait être 15 millions. Nous avons encore de la marge !* ». Et d'insister sur l'indispensable unité syndicale.

Après les journées du 29 janvier, du 19 mars, il est à présent clair pour des dizaines de milliers de militants que les directions syndicales n'iront pas plus loin, à moins d'y être contraintes par un mouvement qu'elles refusent d'initier ou même d'encourager quitte à susciter un mécontentement dans leurs rangs.

Même dans un des secteurs le plus touché par la crise, celui de l'automobile où les grèves se multiplient, la fédération CGT métallurgie refuse, malgré les demandes répétées des syndicats CGT de ces entreprises, d'organiser une manifestation des travailleurs de l'automobile, de peur qu'elle ne serve de catalyseur à un mouvement d'ensemble.

Pourtant, mêmes livrées à elles-mêmes, les grèves des ouvriers de Caterpillar, Continental, Toyota, Molex, celles des salariés d'ErDF et de GrDF, des étudiants, des enseignants-chercheurs ou des hospitaliers dessinent un printemps des luttes bien que, jusqu'à maintenant, elles n'aient pas trouvé les forces et les ressources de converger pour bousculer le calendrier des confédérations syndicales, un calendrier destiné à canaliser le mécontentement et désamorcer la révolte.

Cette stratégie des confédérations syndicales n'a d'autre ambition que de « peser » sur la politique gouvernementale ou de l'infléchir. Comme le rappelle Maryse Dumas, le contenu politique de la plateforme unitaire des différentes organisations syndicales, signée de Solidaires à la CFDT en passant par la FSU, n'est en rien un programme de rupture affirmant le refus des salariés de payer leur crise, bien au contraire : « *ce que nous entreprenons avec la déclaration commune du 5 janvier est d'une toute autre nature. Nous ne demandons pas le retrait d'un projet mais des négociations* ».

Les choses sont dites : il ne s'agit ni d'obtenir le retrait du plan hôpital, de la loi Pécresse ou de la LRU, ni a fortiori l'interdiction des licenciements, le paiement à 100 % du chômage partiel ou 300 euros d'augmentation pour tous, des revendications pourtant au cœur des mobilisations actuelles, mais simplement de quémander des négociations supplémentaires avec le pouvoir et quelques miettes pour donner le change.

Cet accompagnement des attaques gouvernementales n'est certes pas nouveau – et l'intégration des appareils syndicaux à l'Etat ne date pas d'hier – mais à l'heure où la faillite de son système ne laisse aucune marge de manœuvre à la bourgeoisie, où le gouvernement multiplie les provocations et indique qu'il maintiendra contre vents et marées le cap de sa politique, cette orientation révèle toute son impuissance.

La violence de l'offensive des classes dominantes pour faire payer coûte que coûte la crise aux classes populaires ruine la crédibilité des discours sur le « dialogue » entre « partenaires sociaux » réclamé par les directions syndicales. C'est ce ressort qui est au cœur de la politisation des luttes actuelles à mesure que se creuse le fossé entre la politique d'accompagnement des politiques gouvernementales et les attentes des salariés.

Dans ce contexte, les appels unitaires comme celui signé par le NPA avec les partis de gauche en soutien aux manifestations du 1^{er} mai n'ont de sens et d'utilité que s'ils sont accompagnés d'une bataille politique sans concession sur le contenu, que s'ils trouvent un prolongement local.

Oui, les travailleurs aspirent à l'unité mais à une unité au service de la défense des intérêts des classes populaires. C'est bien pour cela qu'il faut prendre les choses en main, partout où nous le pouvons, en rassemblant autour d'une plateforme pour les luttes au niveau intersyndical et interprofessionnel. Au-delà de la dénonciation de l'inertie et de la collaboration des sommets syndicaux, il s'agit de franchir aujourd'hui une étape pour trouver les moyens d'œuvrer concrètement à la généralisation des luttes, à l'image de la grève générale en Guadeloupe et en Martinique.

La perspective lancée par Olivier Besancenot et le NPA d'une manifestation nationale contre les licenciements regroupant les salariés de toutes les entreprises en butte à des plans de fermetures ou de suppressions d'emplois peut être un premier levier, une première étape pour organiser la riposte sur des bases claires et cristalliser

l'exaspération sociale. Y parvenir nécessiterait que les travailleurs victimes de licenciements sortent de la défensive, boîte par boîte, pour passer à l'offensive en contestant la politique du patronat et du gouvernement pour exiger l'interdiction des licenciements.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est discuter partout de manière concrète de comment prendre l'offensive. Là est la question qui renvoie au niveau de conscience, au programme politique. Et notre critique des directions syndicales porte sur le fond, leur politique, bien plus encore que sur le calendrier. Construire un mouvement d'ensemble, c'est convaincre d'un programme d'urgence sociale, de revendications claires et chiffrées, nous donner des cadres de luttes démocratiques, contrôlés à la base, multiplier les espaces de débats et d'actions regroupant tous les salariés syndiqués ou non, les coordonner, à l'échelle professionnelle et interprofessionnelle, départementale et nationale, en comptant sur l'immense réservoir de combativité et de révolte des travailleurs acculés par la crise qui n'ont d'autres choix que la lutte pour refuser de payer la crise du capitalisme.

Des milliers de militants syndicaux, nombre de structures syndicales, sont disponibles pour cela. Dans les bassins d'emplois, les départements, se multiplient les assemblées générales interprofessionnelles et intersyndicales, les collectifs ou comités de lutte, autour d'équipes militantes, de structures syndicales ou d'unions locales combattives pour construire l'unité pour la lutte autour de revendications capables de répondre aux exigences des travailleurs face à l'offensive du patronat et du gouvernement.

Généraliser et faire converger les luttes, c'est mener – et c'est là la responsabilité des militants révolutionnaires – une bataille politique pour armer les militants du mouvement ouvrier et la fraction de la classe ouvrière et de la jeunesse d'ores et déjà mobilisée, pour qu'elle soit à même d'entraîner les autres secteurs, indépendamment des directions syndicales, avec la claire conscience que les classes populaires ont non seulement toute légitimité à refuser de payer la crise du capitalisme mais que la seule issue à la crise implique d'avancer nos propres solutions, notre propre projet politique. Il ne peut y avoir d'issue sans contester à la bourgeoisie son contrôle sur la marche de l'économie et de toute la société. Une perspective inséparable de la construction de notre parti au cœur des luttes, dans les entreprises, la jeunesse et les quartiers pour en faire l'instrument d'une rupture avec un système failli.

Raymond Adams

[Au sommaire](#)

Elections européennes : des candidatures pour construire l'unité autour d'un programme d'urgence

La campagne des élections européennes se déroule dans un contexte d'attaque frontale contre le monde du travail. Depuis le mois d'août, le nombre de chômeurs officiellement recensés en France a augmenté de près d'un demi-million. Ce sont en tout 3,48 millions de travailleurs qui sont aujourd'hui inscrits à l'ANPE, un chiffre « *pas catastrophique* » pour Lagarde qui a invité sur Europe 1 à... « *la patience* » ! Pas un jour sans qu'une entreprise, un groupe n'annonce un plan de licenciements ou des « suppressions d'emplois ». Quant à la Société générale, Bouton, son Président, vient de démissionner (et n'en touchera pas moins 730 000 € par an rien que de retraite) après la révélation par *Libération* de la « perte » par une de ses filiales de 5 à 10 milliards d'euros dans des spéculations sur des « fonds pourris ». 200 emplois y sont aujourd'hui menacés. Un scandale qui fait écrire à Laurent Joffrin dans *Libération*, « *c'est bien le système de la finance qui est coupable et non tel ou tel individu. C'est lui qu'il faut changer* »...

Sauf que ce système est le cœur du capitalisme, de la dictature du profit d'une poignée de parasites, un système basé sur l'exploitation du travail, la mise en concurrence « libre et non faussée » de tous les travailleurs, tous les individus entre eux. Une société monstrueuse, qui détruit rien qu'en France des centaines de milliers d'emplois et la vie d'autant de familles.

Face à la faillite de ce système, il ne peut y avoir d'autre régulation que celle de l'intervention du monde du travail et de la population pour défendre notre droit à la vie, à un salaire, à l'Education, à la Santé, aux richesses que nous produisons.

La confrontation des réponses face à la crise

Dans ce contexte, les élections européennes prennent une importance particulière. Elles obligent toutes les forces politiques à se définir face à la crise et ses conséquences, à présenter leur programme. Pour les

anticapitalistes, elles sont l'occasion de formuler et populariser un programme d'urgence pour les travailleurs et la population, un programme pour les luttes, leur convergence. Elles sont l'occasion de mener à large échelle la bataille politique pour faire le lien entre les luttes sociales, syndicales et la question politique : qui décide et contrôle.

Le sens des candidatures du NPA dans ces élections, c'est d'abord et avant tout d'être utile à l'intervention du monde du travail sur la scène sociale et politique, affirmer sa légitimité, l'encourager. Nous voulons qu'elles soient une aide, un point d'appui pour ceux qui résistent et exigent leur dû, les salariés d'EDF, les travailleurs de Caterpillar, Continental, Molex, les enseignants en lutte, les parents qui ne veulent pas de cette société pour leurs enfants, les étudiants, le personnel hospitalier, tous ceux qui ne se résignent pas, qui cherchent à agir et ne se découragent pas en faisant concrètement l'expérience qu'ils ne peuvent aujourd'hui compter que sur eux-mêmes, sur notre colère commune, notre capacité à nous organiser pour changer les choses.

Ces luttes révèlent la violence patronale, sa hargne et celle de son personnel politique face aux salariés qui exigent leur dû, la réalité de la lutte de classe que le voile hypocrite du « dialogue social » est bien impuissant à masquer. Et elles posent de façon aiguë la nécessité de leur coordination et de leur convergence par delà l'apathie, la paralysie des appareils et des directions syndicales.

Le débat autour d'un projet politique, d'un programme d'urgence, est pour cela indispensable. Un programme de revendications immédiates pour satisfaire les exigences sociales : l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous, l'augmentation immédiate de 300 € net pour tous les revenus pour faire face à l'augmentation du coût de la vie, mais aussi l'ouverture des livres de compte, la fin du secret bancaire et industriel... Un projet qui pose le problème du contrôle démocratique des salariés et de la population sur la marche de l'économie et de la société dans son ensemble.

C'est ce programme, ce projet que nous portons aujourd'hui dans la campagne électorale, et que nous porterons demain au Parlement Européen si nous sommes élus, en nous y faisant l'écho des résistances et des luttes à l'échelle européenne.

Ce programme, nous le défendons le plus largement possible sur le terrain politique et électoral tout en œuvrant, dans les mobilisations, à l'unité la plus grande du monde du travail et de ses organisations. Des mobilisations au cours desquelles se mène le débat entre les différentes composantes du mouvement ouvrier et social, un débat politique concret, pratique, qui participe d'une prise de conscience nouvelle.

Dans les élections et dans la rue : l'exigence d'une autre Europe

Face à l'Europe du Capital, des profiteurs unis et de leurs gouvernements, nous opposons l'Europe unie des travailleurs et des peuples, celle des travailleurs de Continental allemands et français ensemble à Hanovre face aux actionnaires du groupe.

Partout en Europe, de Brown à Berlusconi en passant par Zapatero ou Sarkozy, tous les gouvernements mènent la même politique, quel que soit le nom du parti au pouvoir. Face à la révolte des salariés, des chômeurs, des jeunes, ils emploient les mêmes méthodes. Leur Europe, c'est celle de la répression et des provocations policières face à la contestation de leur société, du G20 à Londres au sommet de l'OTAN à Strasbourg.

Leur Europe emprisonne les peuples derrière les barbelés de Schengen. La semaine dernière, Besson, homme de centre gauche d'après ses dires, faisait rafler à Calais 200 hommes, femmes et enfants pour la plupart afghans... alors même que la France et ses alliés européens envoient des renforts de troupe en Afghanistan pour y faire régner l'ordre impérialiste aux côtés des USA, un ordre qui réduit les peuples à l'oppression et à la misère la plus effroyable.

Face à cette entente de brigands, nous affirmons la nécessité d'une Europe démocratique, une libre fédération décidée et contrôlée par les populations elles-mêmes. Une Europe respectueuse de chacun, respectueuse de la planète et de son avenir. Une Europe qui ne pourra naître que de l'intervention consciente et concertée des peuples et des travailleurs européens.

Au moment où la crise globalisée révèle à tous la faillite du capitalisme, les élections européennes mettent en lumière les réponses politiques de chacun, les clarifications ou, au contraire, les ambiguïtés. Côté clarification : le PS, pétrifié, qui n'en finit pas de ses querelles d'appareil et n'a d'autres réponses à apporter à la crise que celles Sarkozy, Kouchner, Besson, Hirsh... ou DSK. Un PS « *bousculé par le G20, la crise économique, les mouvements sociaux* » a expliqué Cambadélis, secrétaire national PS à l'Europe. Certes...

De son côté, l'entente cordiale et libérale de Cohn Bendit, des amis de Hulot et de Bové, tous capables, d'après Cécile Duflot, « *de conduire, ensemble, une vraie politique européenne face à la crise* », ne laisse plus grands doutes sur les aspirations et la logique politique des uns et des autres...

Quant au Front de Gauche, il voudrait ne pas avoir à choisir. Sur lui, pèsent non seulement le lourd passé de ses porte-parole mais aussi le présent de ce rassemblement aux nombreux élus membres d'exécutifs locaux à majorité PS, voire PS-Modem... autant de solidarités qu'un certain nombre de ces élus et l'appareil du PC ne sont pas prêts à rompre. Cela amène le Front de Gauche à osciller entre le soutien plein et entier aux luttes auquel aspirent nombre de ses militants, et sa « responsabilité ».

A côté, en toute indépendance du PS, au cœur des luttes et du mouvement social, au cœur du combat politique, l'unité des anticapitalistes et des révolutionnaires est plus que jamais nécessaire. Il nous faut mener ensemble le débat, aider aux prises de consciences, les armer, encourager, formuler un programme pour l'intervention du monde du travail, pour poser le problème de son contrôle sur la société. Une unité qui n'a pas été possible aux Européennes (LO en particulier ne la veut pas) mais qui ne peut que s'imposer, à travers le combat social et politique, à tous ceux qui entendent défendre les intérêts des travailleurs et de la population face à l'offensive du patronat et du gouvernement

Face à la radicalisation des luttes mais aussi aux doutes des militants déstabilisés par la politique des directions syndicales, face à l'offensive économique et politique du patronat, il nous faut apporter nos réponses, celles du monde du travail, relever le défi, en portant haut le drapeau d'une révolution démocratique par et pour les travailleurs.

Isabelle Ufferte

[Au sommaire](#)

Sommet des Amériques : Obama et les « *Veines ouvertes de l'Amérique latine* »

Le sommet des Amériques qui s'est tenu à Trinité-et-Tobago, réunissant 34 chefs de gouvernement latino-américains membres de l'OEA (Organisation des Etats d'Amérique) avec la participation d'Obama, a été une nouvelle étape dans la redéfinition de la politique internationale des USA. Un « succès », s'accorde à dire chacun, même s'il n'en est pas sorti de texte signé par l'ensemble des participants. Obama a manifesté sa volonté de changer les relations des USA avec ses partenaires invités à refuser « *le faux choix entre les paramilitaires d'extrême-droite et les insurgés d'extrême-gauche* »...

Ces partenaires se sont prêtés au jeu, attitude dont la poignée de mains de Chávez à Obama a été le symbole. Symbole d'une volonté de tourner la page, d'en finir avec ce passé dont témoigne le livre que Chavez à « *affectueusement* » offert à Obama, « *Les veines ouvertes de l'Amérique latine* », ou geste diplomatique de dirigeants pris entre les exigences des peuples et les contraintes du marché mondial, obligés de rechercher l'entente avec la puissance dominante ? Tout le problème est là. En finir avec le passé cruel de l'Amérique latine ne peut être que l'œuvre d'un bouleversement social profond contre les classes dominantes nationales tout autant que contre l'impérialisme libéral dont Obama est le représentant.

Certes, la politique américaine change, elle s'adapte aux nouveaux rapports de force, aux contraintes de la faillite de leur politique qui a conduit le monde dans la crise, mais elle n'a d'autre objectif que celui auquel Obama invitait les américains dans son discours prononcé à pour le 100^{ème} jour de sa présidence : « rebâtir l'Amérique ».

Une nouvelle stratégie des USA pour une nouvelle période...

« *Je suis prêt à faire que mon administration engage le dialogue avec le gouvernement cubain sur un large éventail de sujets* » a affirmé d'emblée Obama, sachant qu'il s'agissait là du point d'achoppement avec l'ALBA (Alliance Bolivarienne des Amériques : Vénézuéla, Bolivie, Cuba, Nicaragua, Honduras, République dominicaine et Equateur en observateur), tout en exigeant des gestes en retour... Et surtout sans remettre en cause l'embargo, tant il est vrai qu'un Etat ne doit jamais se désavouer lui-même !

Si Obama présente ainsi un profil opposé à celui de son prédécesseur, se montrant soucieux avant tout du dialogue, c'est parce que la situation a changé.

Le leadership des Etats-Unis est remis en cause alors qu'aucune autre puissance, ni l'Europe, ni la Chine, ne peut le remplacer.

Embarqués dans des guerres sans fin en Irak et en Afghanistan, ils n'ont pu faire face à l'émergence de mouvements populaires qui ont porté au pouvoir des régimes indépendants de leur tutelle comme celui de Chávez en 1998, ou de Morales en 2005.

Le rapport entre les USA et les gouvernements d'Amérique latine s'en est trouvé modifié : lors de ce sommet, Chávez, mais aussi le président de l'Equateur Correa ont critiqué le FMI et la dette. Ortega, le président du Nicaragua, a exigé la fin de l'embargo à Cuba.

Les USA sont d'autant plus affaiblis que la crise du système capitaliste qui les touche eux-mêmes de plein fouet est la pire depuis 1930, la consommation étant au plus bas dans les pays développés, les licenciements se multipliant par milliers.

Ils ont plus que jamais besoin de s'ouvrir de nouveaux marchés pour s'approvisionner en matières premières, vendre leurs produits. La politique d'Obama exprime les besoins économiques des multinationales américaines, trouver des débouchés, des marchés et pour cela rétablir des relations de confiance avec les Etats des pays dominés. En se démarquant de la politique agressive de son prédécesseur. Il a besoin d'alliés populaires dans la région, des alliés influents sur les masses pour mieux en obtenir ce qu'il ne peut plus avoir par la contrainte de régimes ultralibéraux qui, depuis les années 80, ont détruit toute démocratie, fait table rase des services publics, totalement livré le travail des peuples aux appétits des multinationales.

Cette nouvelle donne montre les faiblesses de l'impérialisme, mais aussi les limites de sa contestation par des régimes dont les plus radicaux n'envisagent pas d'exproprier politiquement et économiquement la bourgeoisie en s'appuyant sur les travailleurs et les pauvres.

...avec de nouveaux partenaires latino-américains

Aujourd'hui, le Brésil de Lula, bras droit d'Obama dans la région comme il l'a été sous Bush, est aussi conciliant avec Obama que les régimes de l'ALBA.

Car ces régimes, nés à la faveur de luttes et de l'affaiblissement du leadership américain, pour instaurer un ordre plus social, mais sans remettre en cause la domination capitaliste, sont aujourd'hui acculés à se réconcilier avec les USA et leurs amis comme Uribe. Juste avant le sommet, Chávez a rencontré Uribe et affirmé son soutien à son gouvernement qui « *trace le chemin de la paix* » !

Parallèlement, c'est aux populations de payer la crise. Les mesures anti-crise prises par Chávez le 21 mars dernier entérinent une hausse des prix et de l'inflation (de 9 à 12 %) qui anéantit toute hausse de salaire. Le régime a menacé de l'intervention de l'armée les travailleurs du métro qui voulaient se mettre en grève pour des embauches. L'assassinat par des sbires de Mitsubishi de 4 syndicalistes militants de l'USI, courant révolutionnaire, demeure impuni. 28 militants viennent d'être exclus du PSUV, le parti de Chávez, car trop radicaux...

Le bonapartisme populiste de Chavez, cherchant à s'imposer en jouant des contradictions entre le peuple, la bourgeoisie nationale et l'impérialisme, aura bien du mal à résister aux pressions de la crise. C'est bien d'ailleurs de ces pressions dont joue Obama qui sait que si les USA ont besoin des marchés sud-américains, les classes dominantes sud-américaines ont besoin du marché américain...

Pour l'indépendance des classes travailleuses

Certes, en même temps, les gouvernements de l'ALBA qui s'appuient sur les peuples pour défendre leur l'indépendance nationale contre le pillage impérialiste ont émis leurs réserves en rappelant leur soutien au seul exclu du sommet, Cuba. Ils ont refusé de signer la déclaration finale. Mais ces résistances ne font pas une politique à même de s'opposer à la pression américaine.

L'embargo se poursuivra au nom du manque de liberté à Cuba, malgré même les intérêts des USA, car le gouvernement de la principale puissance impérialiste ne peut se dédire. Et l'ami des USA, Uribe, dont le gouvernement assassine des milliers de militants par an (44 dirigeants ouvriers ces 15 derniers mois), dont les paramilitaires ont spolié et fait déplacer 3 millions de paysans, pourra toujours, lui, parler de liberté !

Ces mêmes dirigeants de l'ALBA qui ont défendu la fin de l'embargo à Cuba, acculés à la situation de crise mondiale, au lieu d'exiger le non paiement de la dette, la rupture avec le FMI, ont applaudi Obama et parlé de « *sommet presque parfait* » (Chávez).

Le « *socialisme du XXI^{ème} siècle* » dont celui-ci se targue avec Morales ou Correa, ne pourra se construire dans le cadre imposé par cet impérialisme libéral qui perpétue l'embargo sur Cuba au nom de la raison d'Etat, pour ne pas céder, qui impose la crise aux peuples et prépare de nouvelles guerres en s'appuyant sur les régimes sanglants comme celui d'Uribe. La politique proposée par Obama est un jeu de dupes qui ne peut déboucher que sur des désillusions, de cruelles déceptions, une misère toujours plus grande pour les masses populaires.

Les acquis qui ont pu être obtenus par les accords de l'ALBA dans le domaine de l'éducation ou de la santé l'ont été sous la pression de la mobilisation constante des peuples d'Amérique latine.

Car l'issue ne peut venir que des peuples. Ce sont eux que les dirigeants comme Uribe craignent, lui qui a demandé aux USA des aides face au danger « *d'anarchie et de violence* » sociale.

Aujourd'hui, des manifestations et grèves se multiplient : des milliers le 16 avril au Chili, du public et du privé, contre les licenciements, sous le mot d'ordre « *ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise* ». Oui, quelque soit le régime en place, ce n'est pas aux travailleurs et aux peuples de payer leur crise. Les marchandages diplomatiques et économiques des classes dirigeantes ne pourront empêcher cette idée de faire son chemin, de s'emparer des consciences pour que se rassemblent autour d'elle les millions de femmes et d'hommes animés de l'impérieux besoin de se réapproprier les richesses qu'ils produisent et qu'ils ont produits pour enfin liquider le passé des veines ouvertes de l'Amérique latine...

Mónica Casanova

[Au sommaire](#)

150^{ième} anniversaire de « *L'origine des espèces* », Darwin, Marx, concordance des temps et... philosophique

En 1859, l'année de parution de « *L'origine des espèces* » de Charles Darwin, Karl Marx publie : « *Contribution à la critique de l'économie politique* », une première étude qui annonce « *le Capital* » dans lequel il décrit les mécanismes de l'économie capitaliste en en faisant la critique révolutionnaire, c'est-à-dire du point de vue du monde du travail. Dans *l'avant-propos* qu'il rédige à cette occasion, il présente sa méthode, fruit de ses longues recherches en philosophie, ethnologie, économie politique, histoire : le matérialisme historique.

Ainsi deux conceptions scientifiques révolutionnaires, la théorie de l'évolution de Darwin, et le marxisme ont, à la même époque, profondément révolutionné les idées sur le monde vivant, la place de l'Homme en son sein, comme sur l'histoire des sociétés humaines. Suscitant autant d'enthousiasme que de réactions hostiles, ces deux conceptions complémentaires ont contribué à fournir des armes théoriques dans le combat d'idées qui, jusqu'à aujourd'hui, accompagne les luttes sociales pour l'émancipation des Hommes.

En 1860, Marx qui vient de lire « *L'origine des espèces* », écrit dans une lettre à Engels : « (...) *c'est dans ce livre que se trouve le fondement historico-naturel de notre conception.* »

Les théories de Marx et Darwin sont complémentaires parce qu'elles sont des produits de leur temps, reposant sur les progrès de la science impulsés par les transformations sociales et politiques liées à l'essor du capitalisme, au développement de la révolution industrielle. Mais elles sont aussi complémentaires parce qu'elles sont l'œuvre de penseurs révolutionnaires qui, conscients que leurs théories n'étaient « *guère en consonance avec les préjugés intéressés des classes dominantes* » pour reprendre l'expression de Marx, ont produit un travail de recherches systématiques et minutieux, qui leur a permis d'opposer les faits aux idées reçues, à la morale bien pensante.

Toutes les deux s'appuient sur une même conception philosophique, le matérialisme, appliquée à l'évolution c'est-à-dire à l'histoire du monde naturel pour Darwin, à l'histoire des sociétés humaines pour Marx. Par delà leurs personnalités différentes, seul Marx prenant toute sa part dans le combat social et politique, le caractère révolutionnaire de leur travail se révèle par les débats qu'ils ont et qu'ils continuent, l'un et l'autre, de susciter.

Lire l'article complet sur notre site (<http://www.npa-debatrevolutionnaire.org/lettre/dr4-a4>)

Bruno Bajou

[Au sommaire](#)